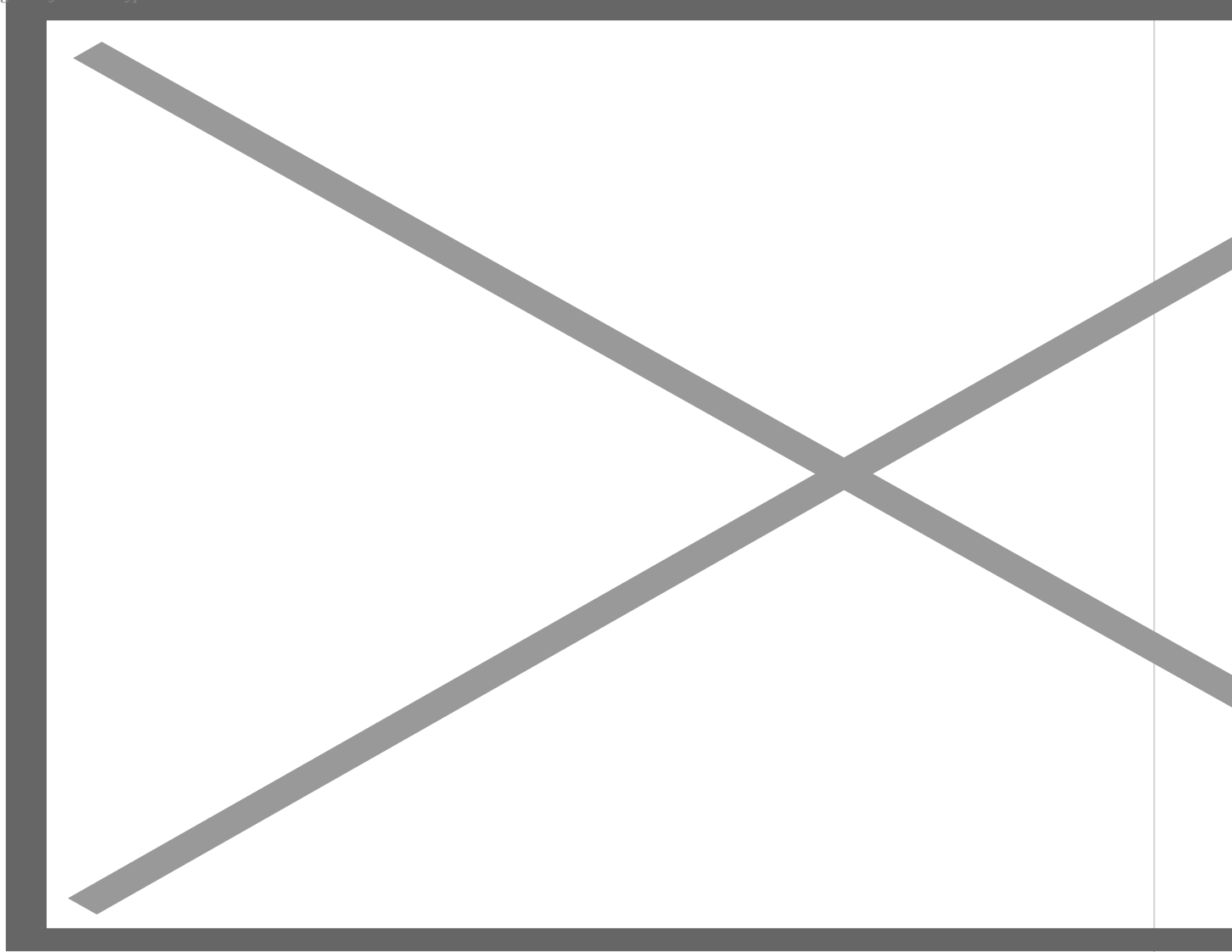


Le président péruvien demande à Repsol de payer pour les dommages causés par les marées noires

Image not found or type unknown



Lima, 26 janvier (RHC) Le président péruvien Pedro Castillo a réaffirmé aujourd'hui sa demande à la compagnie pétrolière transnationale Repsol de nettoyer et de remédier au désastre environnemental causé par le déversement de six mille barils de pétrole au large des côtes de Lima.

"Cette entreprise doit payer pour les dommages causés à la population et réparer tout ce qu'elle a fait à la nature, à la mer", a déclaré le président dans la station balnéaire d'Ancón, alors qu'il marchait le long du rivage couvert de pétrole, qui fait partie de plus de 20 plages dans la même situation en raison de la catastrophe environnementale.

En inspectant la situation avec le ministre de l'Environnement, Rubén Ramírez, il a déclaré que Repsol doit réparer les dommages causés à la nature et indemniser les habitants des municipalités touchées par la suspension de la pêche et des visites à la suite du déversement, qui a dévasté la flore et la faune marines.

"Notre engagement est envers vous. Il n'y a plus rien ici, il n'y a plus de vie", a déclaré M. Castillo au sujet de la catastrophe causée par la rupture de tuyaux d'alimentation en pétrole brut entre un pétrolier et la raffinerie de La Pampilla, qui est gérée par la société.

Il a appelé le Congrès, où d'opposition détient la majorité, à former une commission pour traiter le problème avec l'exécutif, et a regretté que le Parlement ait agi rapidement contre son administration, mais n'ait pas réagi de la même manière au problème.

Entre-temps, l'ancien ministre de l'environnement, Ricardo Giesecke, tout comme les autorités du secteur, a rejeté les allégations de Repsol selon lesquelles la marée noire a été causée par une houle anormale non signalée par la marine péruvienne, ce qui a été démenti par divers éléments, dont des témoins.

"On dirait plutôt que Repsol Peru essaie de couvrir le soleil d'un doigt parce qu'il y a eu une rupture des amarres et du pipeline de brut qui n'a pas été détectée ni signalée immédiatement. Ils ont laissé passer le temps parce qu'ils n'avaient manifestement pas de plan d'urgence", a-t-il déclaré.

Il a ajouté qu'un tel comportement place l'entreprise dans la condition de "criminel pour avoir été irresponsable" et a dénoncé le danger pour la vie et la santé des personnes et l'environnement marin et côtier.

"Le moins que l'on puisse faire est de suspendre le permis d'exploitation de Repsol pour la raffinerie de La Pampilla, au moins jusqu'à ce qu'elle démontre qu'elle dispose de toutes les installations et capacités nécessaires pour prévenir les urgences environnementales et publiques comme celle que nous connaissons actuellement", a ajouté l'ancien ministre.

Parmi les causes du comportement de Repsol, il a mentionné l'affaiblissement, dû à des décisions politiques, des normes environnementales, avec des mesures telles que la réduction de moitié des amendes infligées aux entreprises pour des infractions à cette législation. M. Giesecke a ajouté que Repsol est bien connu, au cours de ses 30 années d'activité au Pérou, pour son comportement qui ne suit et n'observe pas nécessairement les réglementations du pays.

Source Prensa Latina



Radio Habana Cuba